



MINISTRE AUSTRALIEN DES AFFAIRES ETRANGERES

Kevin Rudd

Allocution lors de la 65^{ème} Assemblée générale des Nations Unies

NEW YORK, 25 SEPTEMBRE 2010

LE DISCOURS PRONONCE FAIT FOI

Cette remarquable institution existe depuis plus de deux tiers de siècle, soit trois fois plus longtemps que celle qui l'a précédée, la Société des Nations, et bien plus longtemps que n'avaient duré les tentatives précédentes visant à former une approche collective pour répondre aux problèmes communs à tous les États-Nations.

La question que nous devons nous poser aujourd'hui est celle-ci : l'Organisation des Nations unies répond-elle toujours efficacement aux nouveaux enjeux de notre époque ? L'ONU a été fondée en de sombres circonstances, à la suite des deux conflits les plus meurtriers de notre histoire, qui coûtèrent la vie de près de 80 millions de personnes. Des familles, et presque des générations entières, effacées. Des villages, villes et pays, totalement détruits. C'est par nécessité que le monde s'est rallié.

Il existait sans doute une meilleure solution. Et au cours des décennies ayant suivi notre première rencontre à San Francisco, nous avons su éviter un autre conflit mondial, même s'il s'en est parfois fallu de peu.

Aujourd'hui, nous devons affronter d'autres difficultés dans différentes circonstances stratégiques,

politiques et économiques. Nous vivons dans un monde plus multipolaire et plus interconnecté que jamais. Nous sommes confrontés à l'arme à double tranchant qu'est la mondialisation. La transformation de l'économie mondiale a permis l'élévation du niveau de vie et a fait sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté. Dans le même temps, l'interdépendance accrue des marchés financiers mondiaux liés à l'économie mondiale ne fut pas épargné par la crise financière mondiale.

Par ailleurs, la transformation rapide des moyens de communication et l'augmentation radicale des déplacements à l'échelle mondiale ont contribué à l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble de la planète. En revanche, cela a également donné naissance, ou tout du moins attisé, tout un éventail de menaces sécuritaires pour toutes les populations : pandémies, criminalité transnationale organisée et menace constante du terrorisme mondial.

Sans oublier l'enjeu mondial qu'est le changement climatique. Les émissions de carbone non contraintes à des limites au sein d'un État ont un impact sur la survie à long terme de tous. Le changement climatique ne s'arrête pas aux frontières nationales ou géographiques et demande donc des mesures à la fois nationales et mondiales intégrées.

Ainsi, plus de 60 ans après notre création, nous, les Nations unies, devons répondre à des enjeux mondiaux toujours plus complexes, dans un monde toujours plus fragmenté et dans un espace international remis en question. Les puissances émergentes façonnent peu à peu de nouveaux ordres régionaux et mondiaux, formant un système « multipolaire ». Il y a désormais de nombreux acteurs sur l'échiquier international dont les intérêts divergent sur des questions aussi variées que l'économie, l'environnement et la sécurité.

Face à ces nouvelles réalités mondiales, il est essentiel d'apporter un système de gouvernance globale réactif, représentatif et avant tout efficace. Si nous ne parvenons pas à faire fonctionner l'ONU, si ses institutions ne savent pas relever les grands enjeux actuels, l'Organisation ne sera malheureusement plus qu'une coquille vide. Bien que les États nations restent fidèles à la structure, ils cherchent toutefois à contourner de plus en plus ses dispositifs et trouvent d'autres mécanismes à déployer pour atteindre de véritables résultats. Et c'est toute la question à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui si nous avons la volonté politique de faire fonctionner les institutions existantes. Et associer l'unique position de légitimité dont bénéficie le système de

l'ONU à une meilleure efficacité sur le plan de la sécurité, du développement et du changement climatique.

Examinons à présent trois exemples des manquements du présent système.

Sur le plan du développement, les Objectifs du millénaire pour le développement peinent à atteindre des objectifs fixés il y a seulement dix ans, en partie car les pays donateurs ne respectent pas leurs engagements en termes de financement.

Sur le plan du changement climatique, les avancées de la CCNUCC au Sommet de Copenhague ne sont pas adaptées à l'enjeu mondial auquel nous faisons actuellement face.

Enfin, la conférence sur le désarmement est au point mort depuis 12 ans, en dépit des recommandations de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, qui réclament des mesures immédiates.

M. le Président, les Nations unies disposent déjà de la plupart des structures nécessaires. Cependant, il nous appartient de mobiliser toute la volonté politique nécessaire à leur bon fonctionnement. En d'autres termes, nous devons permettre à ces institutions que nous avons créées d'effectuer les tâches pour lesquelles elles sont prévues. En deux mots, nous devons tenir notre parole.

Si nous mettons en place une conférence sur le désarmement, elle doit réellement s'occuper de désarmement et ne pas faire semblant. Si nous annonçons une convention sur le changement climatique, c'est bien son rôle de lutter contre le changement climatique. Il en va de même pour le développement. Sans quoi la crédibilité de l'ONU aux yeux du monde, et de nos citoyens, finira par s'effondrer.

Nous n'avons pas besoin d'un autre grand plan de réforme de l'ONU. Nous devons simplement avoir la volonté politique de faire fonctionner l'Organisation. La communauté internationale ne peut plus tolérer les actions de quelques États contestataires entravant les résolutions communes de la majorité. L'ampleur et la complexité des enjeux de la communauté internationale soulignent aujourd'hui toute la difficulté que présente le maintien de la légitimité de l'ONU.

M. le Président, la communauté internationale se trouve face à la menace permanente du terrorisme international. Le terrorisme ne s'arrête à aucune frontière géographique ou politique. Voilà maintenant près de dix ans qu'ont eu lieu les attaques terroristes meurtrières contre cette formidable ville de New York. Le terrorisme international représente toujours une menace importante. Il continue de remettre en cause les normes de la civilisation, engendrant frayeur et insécurité et ôtant la vie de civils innocents dans de nombreuses régions du monde.

L'interdiction des organisations terroristes selon les dispositions des résolutions du Conseil de Sécurité, accompagnée des mesures individuelles et collectives prises par les États membres, reflète le degré de coopération internationale sans précédent visant à répondre à la menace mondiale du terrorisme. Dans le cadre des efforts relatifs à la lutte anti-terroriste, nombre d'États membres ont envoyé des troupes et du personnel en Afghanistan, conformément aux résolutions du Conseil de Sécurité.

De courageux soldats, officiers de police et responsables humanitaires, issus de bon nombre de pays représentés ici à l'Assemblée générale, l'Australie y compris, se trouvent encore en Afghanistan après des années de conflits. Par conséquent, ce pays n'est plus un terrain facile sur lequel les organisations terroristes telles qu'Al Qaïda peuvent mener de vastes opérations. Ainsi, nous contribuons tous à la sécurité et à la stabilité de la nation afghane.

Ce fut une guerre difficile. Mais nous sommes tous fermement déterminés à empêcher l'Afghanistan de devenir à nouveau une base d'exportation du terrorisme. Notre mission demeure la même : développer les capacités nécessaires pour que le gouvernement afghan soit responsable de sa propre sécurité à l'avenir. En Australie, nous sommes toujours engagés à accomplir la tâche majeure consistant à former la 4^{ème} brigade de l'armée nationale afghane, dans la province d'Uruzgan.

Nous aidons à former la police nationale en Uruzgan et à construire les capacités du gouvernement de la province pour qu'il puisse servir la communauté. Nous sommes dans les temps pour le principal de notre mission, mais l'Afghanistan aura encore besoin de l'appui de la communauté internationale pour de nombreuses années à venir. En attendant, beaucoup de soldats australiens ont perdu la vie,

beaucoup ont été blessés, et beaucoup de familles ont été dévastées par les sacrifices réalisés dans ce pays.

Au-delà de l'Afghanistan, le terrorisme demeure une menace pour les populations, quelles que soient leurs croyances ou leurs civilisations. Nous devons rester vigilants tant sur le plan national qu'international et nous prémunir contre d'éventuelles attaques terroristes à l'avenir. La menace est toujours réelle.

Le risque de prolifération nucléaire n'est également pas à négliger. Les violations du régime de non-prolifération par des États tels que la République populaire démocratique de Corée et la République islamique d'Iran sont de puissantes menaces potentielles contre nous tous. La communauté internationale ne peut pas rester sans rien faire. C'est pour cette raison que l'Australie tient à apporter un solide soutien aux sanctions de l'ONU à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iran. Ces sanctions doivent être poursuivies et si nécessaire, renforcées davantage si ces deux pays refusent de changer leurs politiques.

L'ONU a su jouer un rôle essentiel en promouvant l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires. La non-prolifération et le désarmement nucléaire sont des processus allant de pair, indissociables. L'Australie maintient quant à elle son action pour le contrôle des armes et le désarmement. Bien des travaux urgents restent en outre à entreprendre.

En 1996, l'Australie a présenté le Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires à cette même Assemblée pour assurer son adoption. Depuis, celui-ci compte 182 États signataires et 153 États parties. Il ne manque que la ratification de neuf États pour que le traité entre en vigueur. L'Australie se félicite des récentes déclarations d'intention de l'Indonésie et des États-Unis dans ce sens. Nous souhaiterions inciter tous les États n'ayant pas encore fait part de leurs intentions à ratifier le traité pour qu'il puisse entrer en vigueur.

La Conférence d'examen TNP a eu lieu au cours de cette année. L'Australie et le Japon avaient travaillé ensemble étroitement en amont de la conférence, y compris à l'origine d'un rapport promu conjointement et réalisé par l'ancien Ministre des Affaires étrangères australien Gareth Evans et son homologue japonais, Yoriko Kawaguchi. Cet important rapport a donné une impulsion

essentielle à la préparation de la Conférence. Nous pensons que le rapport Evans/Kawaguchi est la feuille de route la plus complète, pratique et actualisée à la disposition de la communauté internationale, afin qu'elle puisse prendre en considération et adopter un plan structuré de contrôle des armes et de non-prolifération.

La Conférence d'examen a trouvé un consensus sur 64 actions. Et l'Australie et le Japon ont pris l'initiative cette semaine à New-York d'accueillir conjointement une rencontre interrégionale de Ministres des Affaires étrangères, afin de travailler à la mise en place de ces 64 mesures. Au vu de la catastrophe que représenterait un conflit nucléaire, il est impossible de rester sans agir. Nous devons faire avancer les négociations d'un traité interdisant la production de matières fissiles. Et nous devons nous assurer que les mécanismes de désarmement de l'ONU remplissent leur mission.

Il va de soi que pour bien des personnes dans le monde, la menace des armes légères est plus immédiate que celle posée par les armes nucléaires. M. Kofi Annan, ancien Secrétaire général, a comme chacun le sait, qualifié les armes légères en Afrique d'armes de destruction massive au ralenti. Mais il en va de même pour nos partenaires du Pacifique, des Caraïbes ou d'ailleurs. L'Australie a donc naturellement un rôle de premier plan dans le développement d'un Traité sur le commerce des armes, y compris en co-organisant une réunion supplémentaire la semaine prochaine à Boston.

Sur la question de la sécurité en général, le gouvernement australien, sous la direction de notre Première ministre Julia Gillard, se félicite vivement de l'allocution faite par le Président des États-Unis devant cette Assemblée, relative à ses efforts visant à établir une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient.

L'Australie maintient sa position, à savoir qu'un tel accord devra permettre à Israël et au futur État palestinien de vivre côte à côte, en paix et dans la sécurité. L'Australie encourage toutes les parties à relever leurs manches et à saisir cette opportunité historique d'établir une paix durable.

Tous les États membres de l'Assemblée générale devraient se réjouir de la possibilité de voir Israël et un État palestinien représentés lors de la 66^{ème} Assemblée générale des Nations unies l'année prochaine.

Au cours des dernières années passées, l’Australie a promu la vision d’une nouvelle communauté Asie Pacifique dans laquelle les États-Unis et la Russie joueraient à l’avenir un rôle actif dans l’architecture de notre région. L’Australie se félicite donc de la participation prochaine des États-Unis et de la Russie au Sommet de l’Asie orientale (EAS). Les dirigeants de l’EAS prendront cette décision historique à Hanoï au mois d’octobre.

L’Australie, en tant que membre fondateur de l’EAS, attend avec intérêt de pouvoir contribuer à l’évolution du sentiment de communauté dans son sens le plus large au sein de la région du monde la plus dynamique.

En ce qui concerne la sécurité humaine au sens large, l’Australie continue à s’impliquer pleinement dans les enjeux internationaux et régionaux, y compris les mouvements irréguliers de populations, la criminalité organisée et la traite de personnes.

La menace la plus immédiate et urgente pesant sur la sécurité physique de la région dans laquelle se trouve l’Australie reste le fléau des catastrophes naturelles. La région Asie Pacifique a connu des tsunamis, des séismes, des éruptions volcaniques et des inondations à très grande échelle.

L’Australie propose que la communauté internationale repense sa capacité à réagir rapidement de manière cohérente et adaptée face aux catastrophes naturelles de grande ampleur. Au sein de sa propre région, l’Australie souligne que cette initiative représenterait des bénéfices directs pour les populations et pays concernés, qui sont particulièrement sujets aux catastrophes naturelles. En temps voulu, cette démarche constituerait également une mesure précieuse permettant de renforcer la confiance et la sécurité entre les forces armées, les services d’urgence et les organisations chargées de la sécurité dans les différents États de la région Asie Pacifique.

L’ampleur des événements dont j’ai été témoin au Pakistan la semaine passée souligne l’importance d’une meilleure planification, préparation et coordination pour gérer les catastrophes naturelles à grande échelle.

Nous ne pouvons pas attendre qu’un autre désastre ait lieu pour prendre enfin conscience que les

ressources des Nations unies et de ses organes sont tout simplement incapables de faire face à des difficultés de cette envergure.

Les enjeux relatifs à la stabilité économique mondiale sont toujours significatifs. Les conséquences de la crise financière mondiale ne sont toujours pas pleinement identifiées. Le système financier mondial connaît encore des problèmes systémiques, auxquels les institutions nationales et internationales vont devoir répondre afin d'éliminer à la source les causes de la crise ayant débuté dans ce pays en septembre 2008, pour ensuite dévaster les économies et les salariés du monde. Dans le monde, près de 210 millions de personnes sont sans emploi, soit 30 millions de plus depuis 2007.

Au-delà des réformes spécifiques dont le système financier mondial a besoin, le problème parallèle des déséquilibres financiers mondiaux doit lui aussi être réglé. Ces éléments ont été à l'ordre du jour du G20, dont l'Australie est un membre actif. Les objectifs du Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée, sur lesquels le G20 s'était mis d'accord lors du sommet de Pittsburg en septembre 2009, demeurent fondamentaux et devront être mis en place pour répondre aux causes de la récente crise.

En décembre dernier, les nations du monde se sont rassemblées à Copenhague pour la Conférence des parties de la CCNUCC. L'Australie a participé activement à ce Sommet et s'est efforcée, aux côtés d'autres pays, d'aboutir à l'Accord de Copenhague. L'accord n'était pas représentatif de tout ce dont la communauté internationale avait besoin à ce moment-là pour apporter une réponse globale à l'enjeu persistant qu'est le changement climatique.

L'Accord de Copenhague a tout de même permis quatre avancées significatives :

- pour la première fois, il a été affirmé que la limite au-delà de laquelle les températures mondiales ne pouvaient pas s'élever pour éviter des dommages climatiques irréparables pour la planète était de deux degrés Celsius ou moins,
- pour la première fois, les pays développés et en développement ont tous accepté leur part de responsabilité pour remplir cet objectif,
- pour la première fois, les pays développés et en développement se sont entendus

pour la mise en place d'un cadre de mesure, de vérification et de publication pour ses actions d'atténuation,

- et pour la première fois, les pays développés se sont engagés à rassembler la somme de près de 30 milliards de dollars en financements publics internationaux pour entreprendre des actions immédiates dans les pays en développement d'ici 2012, et de tendre vers la mobilisation de 100 milliards par an d'ici 2020, de toutes les sources de financement.

Il reste néanmoins beaucoup à accomplir. Nous devons continuer de renforcer notre volonté commune pour trouver une solution pour la planète. Les impératifs sont bien réels.

L'Australie pense que la communauté internationale se doit de traiter de manière urgente les besoins particuliers d'adaptation au changement climatique des États les plus vulnérables, et notamment des États insulaires du Pacifique, des Caraïbes et de l'Océan indien.

Parmi les grandes avancées à réaliser dans un proche avenir se trouvent la protection, la préservation et le reboisement des forêts tropicales. Dans l'ensemble, la dégradation et la déforestation des forêts tropicales des pays en développement représentent environ un cinquième des émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'Australie est prête à agir avec d'autres pays sur la base des travaux déjà en place pour aboutir à des résultats concrets dans ce domaine le plus rapidement possible.

La communauté internationale doit voir les premiers signes de succès dans nos efforts visant à lutter contre les changements climatiques. Nous sommes convaincus que les actions entreprises pour les forêts tropicales par le biais du programme REDD+ présentent un domaine possible d'avancées précoces.

L'Australie participe activement à la fois au Panel de haut niveau sur la croissance durable et au Panel sur le financement du changement climatique du Secrétariat général. Tout en maintenant notre participation à la CCNUCC, l'Australie continuera d'être à la pointe des États les plus actifs

dans les forums mondiaux pour apporter une réponse globale et efficace au changement climatique.

Ainsi, les gouvernements du monde entier devront examiner de près de nouveaux modèles de croissance économique, alliant la théorie et les réalités d'une économie sobre en carbone. Pour l'ensemble des économies mondiales, cette transformation, qualifiée par certains de prochaine révolution industrielle, représente également une opportunité d'investissement et d'emploi sans précédent, avec la mise en place dans l'économie mondiale de nouvelles mesures d'économie d'énergie et de nouvelles stratégies pour les énergies renouvelables.

La communauté internationale doit adopter une nouvelle façon d'envisager le changement climatique, comme source de création de nouvelles industries, de nouveaux investissements, de nouvelles possibilités d'emploi pour l'avenir.

Tous les gouvernements présents à cette Assemblée générale ont également participé au sommet sur les Objectifs du millénaire pour le développement. L'Australie est entièrement d'accord avec les dispositions des OMD. Cette semaine, à New York, nous avons indiqué que notre programme d'aide avait doublé au cours des cinq années écoulées et devrait à nouveau doubler d'ici 2015. Au fil du temps, la part de notre aide destinée aux pays les moins développés sera accrue et nous continuerons d'accorder une haute priorité à l'assistance apportée aux petits États insulaires, et notamment à nos voisins du Pacifique, en prenant en compte leurs besoins spécifiques. Nous voulons également investir près de 5 milliards de dollars pour l'éducation d'ici 2015, y compris dans le domaine de l'éducation primaire pour tous. L'Australie a en outre prévu l'investissement d'au moins 1,6 milliard de dollars pour la santé des femmes et des enfants d'ici 2015.

L'Australie salue l'initiative de créer l'ONU Femmes, institution sous la direction compétente de la nouvelle Secrétaire générale adjointe Michelle Bachelet, ancienne Présidente du Chili. L'Australie sera heureuse de travailler aux côtés de l'ONU Femmes sur l'ensemble des enjeux auxquels doit faire face la moitié de l'humanité, et pour lesquels les cadres internationaux existants n'ont pas été à la hauteur.

L'éducation des femmes et des filles et la sécurité des femmes et des filles contre les violences, ainsi que l'exploitation et les abus sexuels doivent désormais être au cœur de notre campagne mondiale

pour un monde plus juste.

Les violations des droits de l'homme et les crises humanitaires dans les États en faillite sont toujours des fléaux. Nous devons intensifier les négociations en matière de Responsabilité de protéger et apporter notre soutien au mandat de la Cour pénale internationale. Nous ne devons pas cesser de dénoncer tous les abus flagrants.

Ce sont souvent les populations autochtones du monde qui souffrent le plus. Je suis fier des excuses présentées par l'Australie à ses propres peuples autochtones et des politiques mises en place pour éliminer les inégalités entre Australiens autochtones et non-autochtones. Je suis fier également du soutien qu'apporte notre pays à la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. L'Australie fournit des efforts considérables pour améliorer le traitement de ces peuples, même s'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

M. le Président, l'Australie est un membre fondateur des Nations unies. Nous sommes actifs au sein de l'Organisation depuis 65 ans. Nous sommes également candidats au Conseil de Sécurité pour le mandat 2013/2014.

Nous avons envoyé 65 000 personnes dans le cadre de 52 missions de maintien de la paix à travers le monde. Nous demeurons impliqués dans de telles opérations aujourd'hui, y compris à Chypre, au Soudan, à Timor-Leste et en Afghanistan

Au cours des années passées, l'Australie s'est trouvée à la tête de nombreuses initiatives de l'ONU, notamment :

- le règlement pacifique du conflit cambodgien,
- la mise en place du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de la Convention sur les armes chimiques,
- la direction des forces armées qui ont stabilisé le Timor-Leste, après le vote de la population pour l'indépendance.

L'Australie continue d'apporter un profond soutien à tous les fonds, programmes et organismes

spécialisés des Nations unies. Nous participons également à d'autres institutions internationales, tel que le Commonwealth.

L'Australie est 12^{ème} plus gros contributeur au budget ordinaire de l'ONU, payant toujours l'intégralité de sa contribution en temps voulu. Nous nous attachons à tenir notre parole.

L'Australie souhaite prendre part à la réponse apportée aux nombreux enjeux auxquels la communauté internationale est confrontée, et ne pas se contenter de les souligner. L'Australie croit en la force générée par des idées créatives et des actions diplomatiques pour résoudre les enjeux internationaux de longue date. L'Australie pense qu'il est important que chaque pays agisse en bon citoyen. Pour toutes ces raisons, l'Australie s'est engagée auprès des Nations unies depuis leurs débuts.

Les Nations unies ne sont naturellement pas parfaites. Mais comme l'a si bien dit Dag Hammarskjold, deuxième Secrétaire général de l'Organisation, « L'ONU n'a pas été créée pour nous conduire au paradis, mais pour nous sauver de l'enfer ».

Ainsi, ces imperfections ne font que nous inciter à travailler pour les éliminer. C'est là notre rôle, à nous, les États membres. L'Organisation ne pourra devenir que ce que ses États membres lui promettent. Comme je l'ai rappelé au début de ce discours, les Nations unies sont nées de catastrophes et de la barbarie sans précédent des deux guerres mondiales qui survinrent à seulement vingt années d'intervalle. C'est pour cela, et car nous voulons nous assurer un avenir bien meilleur, qu'il est impératif de réaffirmer notre engagement vis-à-vis des Nations unies en tant qu'instrument décisif pour nous assurer à tous cet avenir meilleur.

M. le Président, nous avons aujourd'hui la responsabilité de concrétiser la vision que nos prédécesseurs se faisaient de cette grande institution, il y a 65 ans. Nous devons faire en sorte que les Nations unies remplissent leur mission et que leur travail soit réalisé au travers d'une volonté politique partagée par tous les États membres.

Je remercie l'Assemblée générale.

FIN